

C'est le moment d'y aller toutes et tous ensemble et d'imposer des augmentations généralisées !

La grève des salariées des raffineries s'étend, tant dans ce secteur par le nombre de grévistes et de sites en lutte, qu'au-delà dans la pétrochimie. Ailleurs, des grèves sur les salaires continuent, ou se construisent tous les jours, dans l'énergie, dans l'agro-alimentaire, dans l'automobile, à Pôle emploi, dans la culture...

C'est dans tous les secteurs que les réponses aux attentes salariales sont largement insuffisantes. Que ce soient les négociations annuelles collectives (NAC) qui aboutissent à des augmentations inférieures à l'inflation, ou que ce soit un relèvement minimal du point d'indice dans la fonction publique, des pensions, des bourses et des minima sociaux qui ne compensent pas les années de gel. Il faut partout signifier le ras-le-bol général.

Ainsi que le gouvernement prépare un passage en force sur les retraites comme sur l'assurance chômage, la nécessité de l'augmentation des salaires reste centrale pour un nombre grandissant de travailleuses et de travailleurs.

Le choix du gouvernement de réquisitionner les salariées des raffineries met le feu aux poudres. Cet acte contrevenant directement au droit de grève : par ces réquisitions, ce gouvernement se place non pas du côté de la population comme il l'affirme, mais bien du côté des grands patrons et des actionnaires. Les grands groupes Total et Exxon engrangent des profits records et distribuent toujours plus des dividendes issus du travail des salariées.

Réquisitionner a bien pour objectif de casser la grève, et de dissuader toutes celles et ceux qui luttent pour leurs salaires, leurs conditions de travail... Ce qu'il faut c'est réquisitionner les superprofits et les dividendes en les taxant et récupérer les 100 milliards annuels de fraude et d'évasion fiscale.

Par ailleurs, les travailleuses en lutte mettent aussi au centre des débats une question essentielle en cette période d'effondrement climatique : la place de l'énergie fossile dans le fonctionnement des sociétés capitalistes, tandis que le gouvernement reste sur une politique environnementale indigente !

Face à cela, soyons unies et solidaires. Imposer un autre partage des richesses, n'est pas une incantation, mais bien lutter pour en finir avec l'appauvrissement, la précarisation, la destruction de notre environnement et la mise en danger de nos vies. Nous voulons vivre, pas survivre !

Pour obtenir des augmentations de salaires, de pensions et de minima sociaux dignes de ce nom dans les entreprises et les administrations, et pas un simple rattrapage qui plus est inférieur à l'inflation

Pour un SMIC à 1700 euros nets !

Pour des minima sociaux et des pensions à hauteur minimale du SMIC !

Pour pouvoir exercer le droit de grève sans représailles gouvernementales !

L'union syndicale Solidaires appelle à se mettre en grève sur l'ensemble du territoire dès le 18 octobre et à multiplier partout les assemblées générales en mettant en débat la reconduction.

et en Assemblées Générales de reconduction !

EN GRÈVE PARTOUT

Pour nos salaires, le 18 octobre,